



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3-Bicpe-CA

**Arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure
imposée par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2013 à la
S.A.R.L. LYS SERVICES pour la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à MERVILLE.**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord,
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 autorisant la S.A.R.L. LYS SERVICES - siège social : 1 rue de la Chapelle à ECURIE (62223) à exploiter une activité de lavage de citernes et de reconditionnement de sacs de produits alimentaires à MERVILLE (59660) ZA Les Petits Pacaux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2013 mettant en demeure la SARL LYS SERVICES de se conformer aux dispositions des articles 8-3, 9-1 et 31 de son arrêté préfectoral du 18 juin 2003 ;

Vu le rapport en date du 25 avril 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort, à l'issue d'une visite d'inspection effectuée le 31 mars 2014, que l'exploitant a instauré un registre de refus de lavage et un registre de déchets et a également justifié ses consommations d'eau annuelles en fournissant des factures ;

Considérant que l'installation est dans un état qui lui permet de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2013 susvisé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1er –

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2013 mettant en demeure la SARL LYS SERVICES dont le siège social est situé 1 rue de la Chapelle à ECURIE (62223), de se conformer aux dispositions des articles 8-3, 9-1 et 31 de son arrêté préfectoral du 18 juin 2013 pour son site à MERVILLE (59660), ZI des Petits Pacaux, rue du Docteur Rousseau, sont abrogées.

Article 2 –

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, d'un an pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 3 –

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de MERVILLE,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

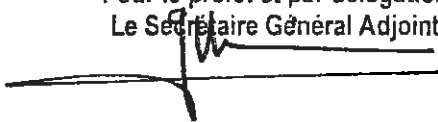
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de MERVILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à Lille, le 25 JUIL. 2014

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD

